

Réalisation d'un film documentaire anthropologique

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Consultation n°

2025003196A070

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA PRESTATION.....	3
2.	CONTEXTE DES PRESTATIONS	3
3.	CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	6
4.	VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	7
5.	DÉTAIL DES PRESTATIONS	7

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

1. OBJET DE LA PRESTATION

■ Objet de la prestation :

Le présent marché porte sur la **réalisation d'un film documentaire à caractère anthropologique**, dans le cadre d'un projet de recherche en sciences humaines et sociales intitulé « AccMinEv : Mobilités sanitaires et accompagnement : les évacuations sanitaires de mineur-es de Mayotte vers l'île de La Réunion ».

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Mayotte et/ou La Réunion**.

■ Intervenants :

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **IRD – Délégation Régionale d'Ile-De-France et Ouest**, représenté par Mme Ana-Claudia BREFE FONSECA, Déléguée Régionale

Ce marché est passé pour le compte de l'Unité Mixte de Recherche 196 CEPED de la Délégation Régionale de l'IRD en Ile-De-France et Ouest.

Les responsables du projet et les contacts sont : Mme Dolorès POURETTE (IRD – UMR CEPED) et Mme Lynda HOTTE HOAREAU (CNRS – Cermes 3).

A ce titre elles font partie de l'équipe de recherche et du Conseil scientifique.

■ Structure et forme du contrat

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

2. CONTEXTE DES PRESTATIONS

■ Présentation de la Délégation Régionale de l'IRD en Ile-De-France :

L'IRD est un établissement public français à caractère scientifique et technologique qui intervient depuis plus de 60 ans dans les pays du Sud. Il est placé sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Privilégiant l'interdisciplinarité, ses activités de recherche, d'expertise, de valorisation et de formation ont pour objectif de contribuer au développement économique, social et culturel des pays du Sud. En étroite collaboration avec leurs partenaires, chercheurs, ingénieurs et techniciens et personnels locaux interviennent dans une cinquantaine de pays et participent à de nombreux programmes nationaux, européens et internationaux.

La délégation régionale de l'IRD en Ile-de-France regroupe 23 unités de recherche. La plupart des unités de recherche de la délégation Ile-de-France sont constituées en UMR en partenariat avec les universités et autres organismes de recherche.

■ **Présentation de l'UMR CEPED :**

Le **Centre Population & Développement (Ceped)** est une Unité Mixte de Recherches (UMR) pluridisciplinaire de sciences sociales, ayant pour tutelles l'Université Paris Cité, l'Institut de recherches pour le développement et depuis janvier 2025, l'université Sorbonne Paris Nord et l'Inserm. Il est dirigé par Annabel Desgrées du Loû (directrice de recherches IRD).

L'unité a pour spécificité de conduire l'ensemble de ses recherches sur les populations des « Suds », dans leurs sociétés ou celles du Nord qu'elles rejoignent à l'occasion de circulations et migrations. Il s'agit de travailler les transformations enclenchées par le processus de mondialisation et qui affectent les structures, les systèmes, les normes de ces sociétés du Sud, de même que les pratiques sociales et savoirs de leurs populations et groupes sociaux, en particulier dans les domaines de l'éducation, des migrations et de la santé.

Son approche est interdisciplinaire, mobilisant la démographie, la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques, la santé publique, la socio-linguistique, le droit, l'économie, en partenariat avec des équipes de recherches du Sud.

Le Ceped est organisé en quatre axes de recherche

- Axe 1 · Santé mondiale : crises, politiques, interventions
- Axe 2 · Migrations, Pouvoir, Actions collectives
- Axe 3 · Savoirs et Marchés au Sud : éducation, technosciences et culture
- Axe 4 · Inégalités de santé : vulnérabilités et émancipations

■ **Contexte de l'achat :**

Le projet AccMinEV est un projet de recherche sur l'accompagnement des mineur.es faisant l'objet d'une évacuation sanitaire et de leur famille de Mayotte vers l'Ile de La Réunion.

Le sujet des évacuations sanitaires dans les territoires d'Outre-Mer de l'Océan Indien s'inscrit dans une réflexion plus générale sur les mobilités et circulations thérapeutiques, et sur les expériences de santé et de soin des populations migrantes. Dans le sud-ouest de l'océan Indien, les mobilités transfrontalières ou transnationales de personnes en quête de diagnostics ou de soins sont nombreuses et multiformes. Elles reflètent notamment l'inégalité des systèmes de santé et des offres de soins des différents territoires et Etats qui composent cet espace géopolitique, ainsi que les possibilités de circuler dans cet espace, de manière légale ou non.

Au départ de Mayotte, ces évacuations pour soins sont principalement gérées par l'unité fonctionnelle Evasan du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM). Elles concernent des personnes nées sur le territoire français, ainsi que des personnes nées en métropole ou à l'étranger, principalement aux Comores, installées à Mayotte de longue date ou arrivées plus récemment. Le parcours de soins des Mahorais

(affiliés ou non au régime de la sécurité sociale) est complexe : les explications tiennent à la fois à la situation géographique, politique et sanitaire de Mayotte. Le système de soins est en hypertension avec des déterminants de santé défavorables, une offre de soins locale très insuffisante reposant presque exclusivement sur le centre hospitalier de Mayotte, une faible densité médicale et une activité médicale qui dépasse les capacités et qui est, de fait, fortement dépendante de La Réunion.

Ces éléments de contexte font que le dispositif d'évacuations sanitaires EVASAN se présente comme la garantie d'un accès aux soins pour la population mahoraise en permettant une offre et sa continuité via les établissements réunionnais. En 2021, ce sont près de 1500 personnes qui ont été évacuées au départ de Mayotte, dont 30% de personnes mineures. Les transferts sanitaires sont passés de 500 en 2010 à 1452 en 2021 et 449 de ces évacuations concernaient des enfants. Les transferts de mineurs ont augmenté de près de 36% en 2020. L'objectif général de ce projet de recherche est de comprendre les modalités d'accompagnement des mineurs évasanés et de leurs proches afin d'observer leurs effets sur les trajectoires de soins et identifier des leviers d'actions pour une meilleure prise en charge. Il s'agira d'une part, d'identifier et décrire les modalités d'accompagnement ainsi que les acteurs impliqués dans le dispositif : institutionnels, professionnels de santé, famille, entourage, associations et documenter d'autre part, la diversité des trajectoires des enfants et de leurs proches, à l'articulation entre situations sanitaires, configurations familiales, inégalités de ressources et situations administratives.

Cette recherche s'inscrit dans la continuité des travaux sur les mobilités et circulations thérapeutiques, qui interrogent la production des inégalités socio-spatiales de santé dans une perspective sociologique, anthropologique, géographique et psychologique.

Les membres de l'équipe de recherche sont inscrits dans quatre laboratoires (CERMES3, CEPED, CeRIES, ESPACE-DEV) qui relèvent de plusieurs institutions (CNRS, IRD, Université Paris Cité, Université de Lille, Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte). Cette recherche se construit avec une pluralité de regards du fait des trajectoires de recherche de ces chercheuses inscrites dans différents champs disciplinaires (anthropologie, sociologie, psychologie, géographie, droit, économie) et de leurs expériences antérieures de dialogues interdisciplinaires.

L'objectif général du projet est de comprendre les effets de contexte (sanitaire, social, géopolitique, juridique et institutionnel) sur les trajectoires des mineur.es nécessitant des soins et de leurs proches ainsi que les effets de la séparation/rupture de lien lorsque l'enfant part seul pour une durée pouvant être longue.

Le projet se décline en 2 axes principaux :

- Identifier et décrire les formes et les dispositifs d'accompagnement, officiels ou spontanés, et les acteurs impliqués : acteurs institutionnels, professionnels de santé, famille, entourage, associations...
- Documenter la diversité des trajectoires des enfants et de leurs proches, à l'articulation entre situations sanitaires, configurations familiales, inégalités de ressources et situations administratives.

Méthode :

L'approche retenue est inductive et compréhensive, elle permet de lier étroitement savoirs conceptuels et pratiques d'enquête ethnographique (entretiens, observations), et d'étudier à la fois les représentations et les actes des différents acteurs.

Financement :

Le projet est financé à 100% par le FEDER (Fonds européen développement régional).
Le montant estimatif du projet est présenté dans le CCAP.

■ Données relatives au lieu de réalisation des prestations :

La prestation sera réalisée sur le territoire de Mayotte et/ou sur le territoire de La Réunion -.

• À Mayotte :

- Centre hospitalier et structures de soins associées,
- Divers lieux de soins répartis sur le territoire,
- Hébergements personnels y compris des structures de type *banga*.

• À La Réunion :

- Établissements et structures de soins (CHU, CHOR, structures médico-sociales, etc.),
- Hébergements et lieux d'accueil des bénéficiaires,
- Autres sites

Le prestataire devra prendre en compte les particularités de chaque territoire, notamment en matière d'**accessibilité des sites, conditions logistiques, climatiques, contraintes sanitaires et sécuritaires**, telles que précisées dans les sections « Contraintes techniques » et « Contraintes organisationnelles » du présent cahier des charges.

Il devra à ce titre gérer l'ensemble des autorisations de tournage dans les espaces publics ou privés concernés, et veillera à fournir les documents justificatifs si requis (accords écrits, conventions de tournage, autorisations spécifiques pour les établissements de santé, etc.) (Cf. l'article 9 « Fin de contrat » - Propriété intellectuelle) ;

3. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ Normes et réglementation applicables :

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes, réglementations et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation pendant toute la durée du contrat, sous peine de résiliation du marché à ses torts.

■ Obligations techniques et opérationnelles :

-Autorisations

Le titulaire ne sera pas en charge de la diffusion de l'œuvre, mais devra remettre un film diffusable, y compris dans des contextes publics, institutionnels ou commerciaux.

À ce titre, le titulaire s'engage à :

-Gérer l'ensemble des autorisations de tournage dans les espaces publics ou privés concernés, et à fournir les documents justificatifs si requis (accords écrits, conventions de tournage, autorisations spécifiques pour les établissements de santé, etc.) ;

-Obtenir les autorisations de droit à l'image et à la voix des personnes filmées, conformément à la législation en vigueur. En cas de témoignage sensible, des mesures de protection (floutage, anonymisation, altération vocale) pourront être exigées.

-S'assurer que toute utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur (images, extraits vidéo, sons, musiques, graphismes) soit accompagnée des licences d'utilisation appropriées, ou que les éléments utilisés soient libres de droits ou sous licences libres compatibles avec un usage non commercial et de diffusion publique.

-Fournir, en même temps que les livrables, une attestation sur l'honneur de respect du droit d'auteur et, le cas échéant, les justificatifs de cession de droits ou de licences acquises (pour la musique, les polices, les illustrations, etc.).

4. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

■ Réception et contrôle des prestations :

Voir article du CCAP

5. DÉTAIL DES PRESTATIONS

5.1. Généralités

■ Objectifs généraux :

Réalisation d'un film documentaire anthropologique :

Descriptif du besoin

Réalisation d'un film documentaire anthropologique dans le cadre du projet de recherche en sciences humaines et sociales intitulé « AccMinEv : Mobilités sanitaires et accompagnement : les évacuations sanitaires de mineur-es de Mayotte vers l'île de La Réunion » afin de :

- ✓ Valoriser le terrain et les résultats de la recherche AccMinEv par la réalisation d'un film documentaire anthropologique d'environ 52 min à Mayotte et/ou à la Réunion ou de deux films d'environ 26 min, par un cinéaste professionnel bi-disciplinaire (anthropologie et cinématographie) pour, à travers une immersion en images et sons, illustrer les informations recueillies situer et entendre les publics enquêtés sur les territoires.
- ✓ Saisir les situations rencontrées tout au long du parcours des mineurs évasanés, à la fois à travers l'observation des pratiques des professionnels et bénévoles engagés dans le dispositif EVASAN (du départ des mineurs à Mayotte jusqu'à leur arrivée à La Réunion) et à travers la place donnée aux familles dans l'accompagnement de leur enfant tout au long du circuit thérapeutique.

- ✓ Améliorer la connaissance et la compréhension du fonctionnement des évacuations sanitaires dans la zone Océan Indien, des publics éligibles à une évasan, leur trajectoire de soins entre les deux territoires de Mayotte et La Réunion ainsi que les acteurs et institutions engagés dans le dispositif (professionnels, bénévoles, établissements de santé, des associations, des ONG)
- ✓ Rendre accessible la recherche académique auprès d'un public de non spécialistes.

■ **Public visé :**

- ✓ Professionnels, bénévoles, familles, publics évasanés
- ✓ Etablissements de santé, associations, ONG, universités, centres de recherches.
- ✓ Festivals thématiques.
- ✓ Grand public.

■ **Descriptif du produit envisagé :**

D'une durée d'environ 52 min à Mayotte et/ou à la Réunion ou de deux films d'environ 26 min, par un cinéaste professionnel bi-disciplinaire (anthropologie et cinématographie) ayant une expérience de réalisation de films de recherche en anthropologie et souhaitée dans le champ de la santé, pour, à travers une immersion en images et en sons, illustrer les informations recueillies et rendre compte de nos investigations sur le terrain.

A travers la diffusion du film est visée une meilleure connaissance de ce sujet et en particulier des conditions de vie et de santé de ces publics à vulnérabilités multiples et de leurs conditions d'accès aux soins. La diffusion de ce film documentaire sur une recherche qui s'inscrit dans le champ des sciences humaines et sociales a pour ambition le partage des connaissances dans ce domaine et la présentation d'une certaine expertise.

Le repérage sur site devra avoir lieu entre janvier et mars 2026.

Le tournage aura lieu durant le premier semestre 2026 avec un montage prévu au deuxième semestre de l'année 2026.

Langue de la version originale : français.

Sous-titres : il faudra prévoir le sous-titrage des passages en shibushi ou shimaoré.

Il conviendra d'apposer de manière visible les logos de l'Union européenne, de la Région Réunion et de la subvention FEDER, ainsi qu'une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union européenne et la Région Réunion, sur les documents de communication externe et dans le générique du film.

Le conseil scientifique devra aussi être mentionné dans le générique.

La prestation devra également comprendre :

- La préproduction : planification, préparation technique, repérages, autorisations.
- L'étalonnage et le montage du film
- La composition d'une musique originale
- La création du générique et du titre.
- La gestion de la production du film (tournage, direction artistique, captation audio et vidéo, logistique, gestion des équipes).
- La location du matériel de tournage et de montage nécessaire
- Les divers consommables (disques durs, piles etc.)
- Les frais de déplacement du réalisateur ainsi que ceux de son équipe y compris les frais de repérages.

La stratégie cinématographique, c'est-à-dire le sujet et la structure du film, ainsi que les modalités relatives au choix des publics et situations filmés seront discutés et réévalués en concertation étroite avec le cinéaste, l'équipe de recherche et les acteurs sur place, selon les conditions de d'accès au terrain et les possibilités offertes (demandes d'autorisations etc..) au moment du repérage puis tout au long du tournage.

En effet, Le film doit être réalisé avec le conseil scientifique de l'équipe du projet de recherche, et le contenu scientifique devra être validé par l'équipe du projet de recherche.

■ **Actions déjà menées :**

- ✓ Terrain et récolte de données à Mayotte et à La Réunion formant un corpus d'entretiens
- ✓ Observations de pratiques

Auprès de professionnels de santé, professionnels du secteur social, bénévoles associatifs, acteurs institutionnels, ONG, familles d'accueil (à La Réunion), d'anciens mineurs (et leurs familles) ayant vécu une évacuation sanitaire dans leur enfance.

5.2. Contraintes et moyens

■ **Contraintes techniques :**

-Conditions climatiques et environnementales à Mayotte et à la Réunion :

Le climat tropical (chaleur, humidité, pluies intenses) impose l'usage d'un matériel résistant et facilement transportable. Certains sites peuvent être difficiles d'accès ou dépourvus de réseau électrique : autonomie en batterie et stockage sécurisé requis.

-Mobilité réduite et tournage en zones sensibles à Mayotte :

Le contexte sécuritaire local implique :

- Un matériel discret, léger et rapidement déployable, afin de limiter l'exposition en extérieur et les risques de vol ou d'agression.
- La capacité à filmer dans des conditions dégradées (absence de repérage préalable, déplacements imprévus, impossibilité de stabiliser certains plans).
- Une réduction du matériel visible (pas de gros dispositifs ou d'équipe trop nombreuse) pour éviter d'attirer l'attention.

-Captation sonore en milieux complexes :

L'environnement sonore peut être bruyant (trafic, population, conditions météorologiques).

-Tournage en établissements de santé ou lieux de soins à Mayotte et à la Réunion :

- Le matériel devra être compact et silencieux pour s'intégrer dans des espaces de soins sans perturber l'activité médicale.
- L'usage de sources lumineuses externes sera restreint : la captation doit s'adapter à la lumière ambiante.
- Nécessité de prévoir des options d'anonymisation post-production (floutage, distorsion vocale)
- Respect des protocoles d'hygiène : tout matériel amené en zone de soins devra pouvoir être nettoyé ou protégé.

-Sauvegarde et protection des données :

- Le prestataire devra assurer une sauvegarde quotidienne en raison du risque accru de vol ou de détérioration du matériel à Mayotte.
- Les données sensibles (images de patients, témoins vulnérables) devront être chiffrées et conservées dans un environnement respectant le RGPD.

■ Contraintes organisationnelles :

Présence physique du réalisateur sur site :

Le prestataire devra effectuer un premier séjour à Mayotte et / ou à La Réunion pour le repérage puis un second séjour pour les tournages et les échanges avec les acteurs locaux.

-Contexte d'insécurité à Mayotte :

Le territoire est marqué par une insécurité importante qui pourra impacter directement l'organisation logistique et humaine du tournage. Le projet s'inscrit dans un environnement où :

- Les agressions, vols, caillassages et blocages de routes sont fréquents, même en journée.
- Des tensions communautaires et sociales fortes peuvent se traduire par des épisodes de violence imprévisibles.
- Des zones entières peuvent devenir inaccessibles du jour au lendemain, en raison de conflits, de barrages ou d'interventions des forces de l'ordre.
- L'usage d'une caméra ou d'un drone peut être perçu comme une intrusion et susciter des réactions hostiles, surtout sans relais local.

-Impacts pratiques :

- Le prestataire devra planifier les tournages après validation des conditions locales auprès d'interlocuteurs de terrain (associatifs, institutionnels, habitants).
- La présence d'un accompagnateur local de confiance est requise dans tous les quartiers sensibles.
- Le matériel devra être transporté et utilisé avec discrétion, sécurisé entre les prises, et assuré contre le vol.
- Le calendrier devra intégrer des marges de flexibilité importantes, pour permettre des ajustements en cas de tensions ou d'événements imprévus.

-Tournage en hôpital ou lieu de soins à Mayotte et à La Réunion :

- Certaines scènes filmées pourront avoir lieu dans des établissements de santé (Centre Hospitalier de Mayotte, CHU de la Réunion, CHOR ou autres structures médico-sociales).
- L'accès à ces lieux est strictement conditionné à l'obtention d'autorisations préalables, à coordonner avec la direction des établissements.
- Le prestataire devra s'engager à :
 - Respecter les règles d'hygiène, de confidentialité et de sécurité des patients ;
 - Obtenir un consentement éclairé des personnes filmées, y compris pour les mineurs (autorisation parentale obligatoire)
 - Être en mesure de flouter les visages ou modifier les voix pour préserver l'anonymat si besoin ;
 - Adapter le matériel utilisé pour ne pas gêner les soins ou le fonctionnement des services (ex. : usage limité de lumière, discrétion sonore) ;

Respecter les plages horaires imposées par les établissements.

■ Moyens humains :

Le titulaire du marché devra mobiliser une équipe disposant d'une expérience confirmée dans la réalisation de documentaires à caractère social, anthropologique ou ethnographique, en particulier dans des contextes sensibles ou de terrain.

Profils attendus :

-Réalisateur principal – ethno-cinéaste

La direction artistique, scientifique et opérationnelle du film devra être assurée par un professionnel disposant d'une double compétence en anthropologie et en réalisation documentaire.

Il/elle devra être en mesure de conduire des entretiens, d'adopter une posture éthique conforme aux standards des sciences sociales, de construire un récit documentaire rigoureux, et de réaliser en autonomie tout ou partie des tournages (prise de vue, son direct).

-Assistant monteur / assistant de postproduction

En appui au montage (tri des rushes, premiers assemblages, synchronisation image/son, export des séquences), en lien direct avec le réalisateur et le monteur.

-Monteur

Un monteur professionnel assurera le montage final du film, en concertation étroite avec le réalisateur. Il devra démontrer une capacité à structurer des récits documentaires à partir de matériaux bruts complexes (entretiens, captations in situ, scènes de vie, archives éventuelles).

Le monteur peut être la même personne que le réalisateur si celui-ci en a les compétences techniques et le justifie dans sa candidature.

-Responsable de production / gestion de production

Un référent en gestion de production devra assurer :

L'organisation logistique et financière du projet ;

Le suivi administratif ;

Les relations avec les interlocuteurs locaux (autorisations de tournage, calendrier, coordination des missions à Mayotte) ;

La conformité budgétaire et la bonne allocation des ressources humaines et matérielles.

Le responsable de production peut être la même personne que le réalisateur si celui-ci en a les compétences techniques et le justifie dans sa candidature.

-Étalonneur

La personne en charge de l'étalonnage devra garantir une cohérence colorimétrique, une bonne lisibilité des images dans des conditions de tournage parfois difficiles (lumière naturelle, contrastes forts, etc.), et une adaptation aux formats de diffusion (cinéma, web, télévision, projection institutionnelle).

Cette fonction peut être assurée par le monteur et/ou réalisateur si celui-ci en a les compétences techniques et le justifie dans sa candidature.

-Mixeur son / ingénieur du son en postproduction

En phase de postproduction, le mixeur assurera :

Le nettoyage et l'équilibrage des pistes sonores ;

L'ajout d'une éventuelle bande sonore ou de bruitages ;

L'adaptation des niveaux pour les différentes versions de diffusion ;

La production d'une version sous-titrée si nécessaire.

➤ *Remarques :*

Une même personne pourra assurer plusieurs fonctions (ex. : monteur + étalonneur, ou réalisateur + monteur), à condition de démontrer une maîtrise avérée de chaque domaine dans le dossier de candidature.

La composition de l'équipe devra être détaillée dans l'offre, avec les CV, expériences passées et liens vers des réalisations antérieures.

■ **Moyens techniques :**

Le titulaire du marché devra mettre à disposition des moyens techniques adaptés aux exigences de tournage en terrain sensible, en milieu tropical et en contexte de production documentaire à visée anthropologique.

-Tournage : Image et son

- Caméra(s) professionnelle(s) adaptée(s) au reportage/documentaire, avec définition minimale HD (1920x1080), idéalement 4K.
- Objectifs interchangeables
- Systèmes de stabilisation : trépied léger, monopode, gimbal, ou rig d'épaule pour les plans mobiles.
- Microphones professionnels
- Kit d'éclairage mobile
- Protection pluie/vent pour caméra et micro.

- Postproduction :

Le prestataire devra disposer :

- D'un environnement de postproduction complet, comprenant notamment un poste de travail (banc de montage), équipé de logiciels professionnels (type Adobe Premiere Pro, DaVinci Resolve, ou équivalent),
- La mise à disposition de ce banc de montage pourra faire l'objet d'une location interne ou externe, à condition qu'elle garantisse un niveau professionnel et un accès sécurisé aux fichiers pendant toute la durée de la postproduction.
- Conformité avec les normes de diffusion : les fichiers livrés devront être optimisés pour différents usages (projection publique, diffusion web, dépôt institutionnel ou télévisuel), aux formats d'usage.

-Sécurité des données :

- **Sauvegarde des rushes** : au minimum sur un disque dur externe distinct, avec export possible vers un cloud sécurisé pendant les phases de tournage.
- **Protection des données sensibles** (témoignages filmés en milieu de soins ou à caractère confidentiel), avec engagement RGPD sur la conservation, l'utilisation, et la transmission des fichiers.

- Logistique terrain :

- **Matériel de transport léger et discret** : l'équipe devra pouvoir se déplacer facilement à pied ou en voiture légère avec l'ensemble du matériel.
- **Autonomie électrique** : batteries en nombre suffisant, chargeurs compatibles avec les prises locales, possibilité de tournage dans des zones sans électricité.
- **Accès aux zones de soins** : possibilité de désinfection/emballage du matériel pour entrer dans des établissements hospitaliers, sans perturber les soins en cours.

5.3. Paramètres techniques

■ Equipement nécessaire :

-Matériel de tournage

- Caméra(s) professionnelle(s) adaptée(s) au reportage/documentaire, avec définition minimale HD (1920x1080), idéalement 4K.
- Objectifs interchangeables
- Systèmes de stabilisation : trépied léger, monopode, gimbal, ou rig d'épaule pour les plans mobiles.
- Microphones professionnels
- Kit d'éclairage mobile
- Protection pluie/vent pour caméra et micro.

-Banc de montage

-Environnement de postproduction complet

-Autres

-Batteries et chargeurs compatibles

-Consommables (disques durs, piles...)

■ Outils - Logiciels :

Le titulaire devra utiliser des outils professionnels pour l'ensemble de la postproduction, comprenant le montage, l'étalonnage, le traitement et le mixage du son, ainsi que la création du générique. Tous les éléments devront être conformes aux standards de qualité audiovisuelle et compatibles avec une diffusion web, institutionnelle et cinématographique.

-Montage vidéo

Logiciels suggérés :

- Adobe Premiere Pro
- DaVinci Resolve Studio

➤ *Ou équivalent*

-Etalonnage (correction colorimétrique)

Logiciels suggérés :

- DaVinci Resolve Studio

➤ *Ou équivalent*

-Traitement et mixage audio

Logiciels suggérés:

- DaVinci Resolve Studio
- Pro Tools
- REAPER

➤ *Ou équivalent*

-Création du générique

Logiciels suggérés:

- Adobe After Effects
- Motion (Apple)

➤ *Ou équivalent*

5.4. Paramètres organisationnels

■ Périodicité envisagée :

Le repérage sur site devra avoir lieu entre janvier et mars 2026.

Le tournage aura lieu durant le premier semestre 2026 avec un montage prévu au deuxième semestre de l'année 2026.

■ Organisation de la production :

Planning prévisionnel et contraintes temporelles à respecter :

Phase	Période prévue	Objectifs / Livrables principaux
Phase 1 – Repérage & préparation	Janvier – Mars 2026	<ul style="list-style-type: none">- Repérage sur site à Mayotte et La Réunion- Élaboration du sujet et de la structure du film en concertation étroite avec l'équipe de recherche et les acteurs sur place.- Premiers contacts et autorisations.- Planning de tournage prévisionnel.
Phase 2 – Tournage	Avril – Juin 2026 (1er semestre)	<ul style="list-style-type: none">- Captation des images et sons- Réalisation des entretiens et scènes de terrain- Suivi des autorisations de tournage et droit à l'image
Phase 3 – Postproduction	Juillet – Décembre 2026 (2nd semestre)	<ul style="list-style-type: none">- Montage image et son- Étalonnage / mixage- Création du générique et sous-titres pour les passages en shibushi et shimaoré.- Livraison du film- Remise des justificatifs de droits